

Classes populaires, au piquet !

À coups de règles et de bonnets d'âne, on apprenait jadis aux élèves bien plus qu'à lire : l'école y disciplinait les corps et brisait les ambitions immodérées. Fort heureusement, ces méthodes brutales sont passées de mode. Mais la violence ne perdure-t-elle pas sous d'autres formes ? Pour y répondre, un récit décrit, sur quatre générations, l'expérience douloureuse des « mauvais élèves ».

PAR PIERRE SOUCHON

C'était la fin du XXe siècle et de sa vie. Forte d'une mémoire impeccable, immobilisée au fond de son dernier lit, elle déroulait d'une voix douce les débuts pareillement conjoints des deux, à l'aube de la première guerre mondiale :

« À l'école, les instituteurs nous punissaient très sévèrement quand on parlait occitan. »

Ma grand-mère avait pourtant réussi à maîtriser le français à coups de règles : fille de paysans autarciques, elle avait été reçue première de son établissement au certificat d'études primaires. Mais alors ce fut la Grande Guerre, et la terre : adieu, parcours académique ; bonjour, veaux, vaches, cochons, couvées. Entre les mains de sa vieillesse, demeurait ce trésor parcheminé : la dictée de sa dernière épreuve — un sans-faute. La faute fut sans doute sociale : les aînés de ces temps déraisonnables appartenaient à la terre. Elle en héritait. Et moi, de ces promesses de soleil sacrifiées sur l'autel de l'économie rurale et familiale. Ainsi vivait dans ma mémoire l'école naissante de Jules Ferry : les hussards noirs unificateurs du langage, les classes populaires à peine instruites, sitôt envoyées à la tâche. « *Autres temps, autres mœurs* », philosophait alors à mes côtés un imbécile qui se prenait pour un professeur d'histoire.

Autres temps...

« Comme d'habitude, Souchon a rendu la pire copie. C'est normal, vous me direz : Souchon n'a pas de stylo, c'est comme ça chez les paysans. Donc Souchon écrit avec une pioche. Allez, Souchon, maintenant, tu vas nous montrer ta pioche. Vas-y ! Tu montres ta pioche à la classe ! Voilà ! Très bien ! Montre-la bien haut ! » Cette pédagogie à la fois concrète et différenciée émanait d'un prof de français de sixième.

Fils de la paysanne susdite, plus portée sur les claques à la volée que plongée dans la lecture des premiers écrits alors retentissants de Françoise Dolto, mon père était par conséquent un garçon discipliné : « *J'ai levé mon stylo petit à petit au bout de mon poing. Ma mère me l'avait acheté un mois avant, pour ma rentrée au collège. Elle me l'avait donné comme un trésor, en me disant : "Prends-en soin, je l'ai payé cinq francs." On n'avait presque pas d'argent liquide à la maison.* »

« Souchon a rendu la pire copie. C'est normal, vous me direz : Souchon n'a pas de stylo, c'est comme ça chez les paysans »

Ainsi vivaient dans ma mémoire les conséquences de la première grande réforme éducative après la seconde guerre mondiale : grâce au ministre Jean Berthoin (1954-1956 et 1958-1959), la scolarité obligatoire venait alors de passer de 14 à 16 ans, et l'on fondait les collèges d'enseignement général où ce type d'éducation progressiste était dispensé. Mon père connut par conséquent la joie d'en bénéficier jusqu'à l'âge limite, où sa somme d'apprentissages réunis le propulsa engagé volontaire dans l'armée à 17 ans, sans aucun diplôme. La faute était sans doute sociale : la plupart de ses amis, également fils de paysans, ne goûtèrent pas plus que lui aux délices de la recherche au CNRS. Mais si la terre, dévaluée, les chassait aussi fort qu'elle avait retenu leurs parents, le marché du travail ouvert des « trente glorieuses » leur tendit les bras. Presque tous firent des « carrières », au sein d'administrations ou d'entreprises qui les formèrent et, seules, invalidèrent à jamais des diagnostics scolaires invariablement calamiteux.

« *Autres temps, autres mœurs* », remarquait alors à mes côtés un imbécile professeur d'histoire, qui se prenait pour un philosophe.

Autres temps...

C'était la même Ardèche, c'étaient les mêmes écoles — mais c'était mon temps, celui des années 1990. J'avais grandi avec les gamins du village. Frères et sœurs de cabanes, de rivières, d'arbres, de chewing-gums et de carreaux cassés — communauté indivisible d'enfants sauvages. Notre tribu est rentrée au collège unique comme un seul homme. Elle explosa d'un seul coup. Rudy, notamment, mais aussi Julien, Marie, Nico étaient collés sans arrêt. Tout le temps. Leurs heures de présence dans l'établissement surclassaient celles du principal. Notre « prof » de maths était localement célèbre : on l'admirait souvent dans le journal. C'est qu'il était conseiller général. Socialiste — depuis le congrès d'Épinay en 1971. Il possédait une très belle voiture, et un très gros trousseau de clés. À chacun de ses cours, il l'envoyait dans la tête de Rudy, de toutes ses forces. Et quand Rudy réussissait à l'éviter, on rigolait tous ! Ses collègues rivalisaient d'ingéniosité pour transmettre à Rudy peu ou prou les mêmes bases pédagogiques. Elles portèrent leurs fruits : mes frères et sœurs de cabanes disparurent tous à la fin de la cinquième. Ils étaient propulsés, nous expliquait-on, en « *quatrième techno* ». C'était un terme aussi vague qu'inquiétant. On ne les revit plus.

La faute fut sans doute sociale : ces gosses venaient pour une bonne part de l'Assistance publique. Au village, on savait tous que les ouvrières du textile licenciées s'étaient souvent reconverties dans la garde d'enfants placés. Nous ne faisons aucune différence. Les pédagogues, eux, en firent. C'est leur métier. Seulement le marché du travail s'était métamorphosé. Entre nos parents et nous, l'enseignement s'était autant massifié que le chômage. Ni la terre, ni les administrations, ni les entreprises ne tendirent les bras à Rudy. À 16 ans, débarrassé de ses obligations scolaires, en compagnie d'autres amis aussi surdiplômés que lui, il se qualifia en cambriolages. La prison eut des effets pédagogiques sur certains. Ses enseignements en détruisirent d'autres, bien plus nombreux.

Loin des cellules surpeuplées par mes amis d'enfance, élève mignon et très appliqué, j'avais au même moment un « prof » d'histoire qui contemplait la ligne bleue des Cévennes par la fenêtre, en philosophant : « *O tempora, o mores !* » C'était Cicéron, paraît-il, qui exhortait les foules latines à considérer que les temps changeaient.

Oui, les temps ont changé.

Un siècle d'éducation ardéchoise ne signifie pas grand-chose de plus qu'une monographie d'un département rural, sans doute intéressante, mais en aucun cas extensible au pays — et encore moins à la période actuelle, avec ses 80 % d'une classe d'âge au « bac », son éducation prioritaire, sa pédagogie renouvelée, etc.

Puisque les temps changent, vivons avec.

C'est une école maternelle publique, installée dans une banlieue parisienne populaire. En grande section, le petit Lucas pose particulièrement problème. Très dissipé, il n'écoute pas les consignes, obéit peu, n'apprend rien, distrait ses camarades, crie souvent, et perturbe l'équilibre de la classe. Les professeurs des écoles suivent cet élève avec une attention préoccupée : multiples rendez-vous avec sa mère, mal-logée, travailleuse précaire, qui l'élève seule. Rendez-vous avec la PMI, le Rased (1), et la totalité des sigles débonnaires qui prennent soin des « *enfants en difficulté* ». L'intelligence collective de ces professionnels réunis a fini par proposer le placement de Lucas dans une école spécialisée : sa mère a accepté. Renseignements pris, cet établissement accueille uniquement « *les enfants en difficulté sociale, pas cognitive* ». En d'autres termes, le petit Lucas n'a aucun problème d'ordre intellectuel qui l'empêcherait de suivre une scolarité normale. En revanche, ses conditions de vie sont telles qu'il n'est pas adapté aux normes de la vie en collectivité. À 5 ans, il va donc rejoindre une bienveillante clique d'abîmés sociaux, qui ne manqueront pas, on s'en doute, de le tirer vers le haut : les chiffres des rares rescapés qui parviennent à réintégrer une scolarité traditionnelle après un passage dans ledit établissement garnissent rachitiquement ses rapports d'activité.

Dès son adolescence, le petit Lucas aura l'opportunité de pédaler loin sur un vélo Uber pour livrer des courges et des sushis

La faute ne fait aucun doute, des Cévennes de Jules Ferry à la banlieue parisienne de M. Jean-Michel Blanquer : elle est sociale. « *Autres temps, autres mœurs.* » On ne saurait mieux dire : en 2021, le système scolaire rejette les classes populaires dès la maternelle. Cela faisait un bon siècle qu'on attendait cette franchise, qui débarrasse enfin le pays du certificat d'études, des « quatrièmes technos » et des brevets des collèges. C'est en effet désormais un marché du travail numérique qui tend les bras à Lucas, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : « *Tous n'embrasseront pas une carrière dans le dynamique secteur de la nouvelle économie. En fait, la plupart ne le feront pas, de sorte que les programmes scolaires ne peuvent être conçus comme si tous devaient aller loin* (2). » Ce n'est pas Lucas qui dira le contraire. Mais dès son adolescence, il aura l'opportunité de pédaler loin sur un vélo Uber pour livrer des courges et des sushis.

On pourrait multiplier les exemples : ils n'ont strictement rien de révolutionnaire. Personne, jusqu'aux idéologues actuels les plus en cour de l'éducation, ne nie que l'école républicaine a historiquement failli, malgré d'innombrables réformes, à intégrer les classes populaires dans sa dynamique ascensionnelle revendiquée. Ce constat est si largement partagé, des responsables politiques de tous bords aux travaux scientifiques, qu'il est permis de s'interroger sur la pertinence de l'analyse qui en découle depuis de longues décennies : « *L'école est en crise.* » Il est établi au contraire que l'institution assure sa tâche de relégation des classes populaires avec constance, et ce depuis le départ, à peine troublée par les desiderata patronaux qui seuls ont parfois entraîné des

mutations d'ampleur du système scolaire — sans que ma grand-mère, mon père, Rudy ou Lucas n'aient pu tellement en mesurer les effets. Dans ce secteur plus que partout ailleurs, la reproduction des classes est mesurable et mesurée à l'unité près. Elle est parfaitement réalisée : c'est précisément ce qu'on lui demande. Quelle crise ? Le système scolaire fonctionne parfaitement. Un de ses inspirateurs actuels les plus influents en livre la clé de voûte : « *L'égalité des chances et la recherche du mérite sont des fictions nécessaires, c'est-à-dire qu'elles sont à la fois désirables et inévitables dans une société démocratique tenue d'articuler l'égalité des individus à l'inégalité des positions sociales* (3). » L'école républicaine repose donc sur un mythe, de l'aveu même de ses concepteurs. Il y a bien longtemps, c'est vrai, que tous les Rudy n'y croient plus. La petite-bourgeoise encore moins : elle contourne la carte scolaire, sélectionne les meilleurs établissements, finance sans problème les études privées de ses enfants. C'est ainsi qu'un service public meurt. Rudy se souvient mal des quelques matinées d'histoire qui nous furent administrées en primaire à propos de la Révolution française. On fêtait cette année-là ses 200 ans et, en guise d'anniversaire, Saint-Just nous haranguait par la voix de notre instituteur : « *Les malheureux sont les puissances de la terre. Ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent.* » Pour une fois, la seule, peut-être, on souhaitait que Rudy obéisse sur-le-champ. Et si d'aventure il avait fallu un trousseau de clés en pleine figure pour que ça rentre, qu'on lui jette.

PIERRE SOUCHON

Journaliste, écrivain. Auteur de *Encore vivant*, Babel, 2019.